

... d'un mois sans
it monde de l'édition an-
éviction imminente ! « Oli-

... motion », refusée par l'ex-président
long sur l'inimitié que l'ex-président
de la République voue à Olivier Nora.

... le monde de l'édition s'attendant
à ce que Vincent Bolloré, qui aime à
se dépeindre en « actionnaire totali-

... lui audacieux ne pariera trop g
là-dessus.

Odile Benyahia-Kouide

Les poubelles qui passent Noël dans la rue

LES ÉLÈVES se
d'une assiduité
e. A l'école le
et même pen-
sances de Noël ?
mbre, quelques
ouvertures, et
thèque de l'éta-
blaire Michelet,
énagée une fois
accueillir un
et ses parents.
nt dormi sept
s d'enseignants
ent. Le scénario
si au gré des
gement opposés
es du Samu so-

1000 omicide

... s tôt, la perma-
ntaire du dé-
geau Charles
ité été transfor-
e quinzaine de
opération mé-
élu écologiste
alerter le gou-
lais, à l'Assem-
e, le député LR
Filippo s'est
st un détournement
de mandat ! »
xe a aussi saisi,
riel Labaronne,
niste d'Indre-et-
e que l'héberge-
nnes dans une

permanence parlementaire est
conforme à la bonne utilisation
des deniers publics ? »
s'est-il interrogé dans « La
Nouvelle République » (15/11).

A Lyon, 13 écoles sont réguli-
èrement occupées pendant la
nuit, et le phénomène touche
de nombreuses villes en
France. Selon l'Unicef, sur
330 000 personnes sans abri,
près de 3 000 sont des enfants.
Ces chiffres ont conduit envi-
ron 200 élus à dénoncer, aux
côtés de collectifs d'associa-
tions et de personnalités pu-
bliques, dans une tribune pu-
bliée par « Le Monde » (13/12),
la baisse du budget de l'Etat
dévolu à l'hébergement.

Dans le cadre du projet de
loi de finances (PLF) 2024,
Marie-Charlotte Garin, dépu-
tée écologiste du Rhône, avait
déposé deux amendements
permettant d'assurer le finan-
cement de 10 000 places d'hé-
bergement. L'usage de l'article
49.3 ayant balayé les discus-
sions à l'Assemblée, un nouvel
amendement visant le finan-
cement de 6 000 places avait
été réintroduit au Sénat par
Mathilde Ollivier - élue écolo-
elle aussi. Mais le PLF a été
voté, et l'amendement est
resté dans les cartons. Là où
dorment les gamins laissés
sans abri...

Lauriane Gaud

Le Canard du 20/12/2023

Les supermarchés remplissent les poubelles du don alimentaire

« **O**NSERT de poubelle. »
Depuis quelques an-
nées, les bénévoles de l'aide ali-
mentaire ont la rage. En
cause ? L'obligation de devoir
jeter une bonne partie de ce
qu'ils reçoivent de la grande
distribution. Depuis la loi
Garot, en 2016, les supermar-
chés ont l'interdiction de dé-
truire leurs invendus alimen-
taires encore consommables et
l'obligation de signer une
convention avec une ou plu-
sieurs associations pour les leur
donner. Ces denrées doivent
présenter une date limite de
consommation (DLC) supé-
rieure à quarante-huit heures,
sauf exception.

Problème : selon une récente
étude de l'Agence de l'environ-
nement et de la maîtrise de
l'énergie (Ademe), 16 % de ces
dons sont directement jetés par
les associations : les fruits et
légumes arrivent souvent trop
abîmés, et les dates de consom-
mation sont dépassées. A en
croire le témoignage de ce di-
recteur d'une épicerie solidaire
à Nanterre, ce pourcentage
pourrait même être sous-esti-
mé. « Les bénévoles sont dé-
couragés quand ils voient ce
qu'ils sont obligés de balancer »,
déclare François Soulage.
A Flers, dans l'Orne, 60 % de
ce que donne au Secours popu-
laire un supermarché peu scru-

puleux file directement à la
poubelle ! Contactée, la Fédé-
ration du commerce et de la
distribution n'a pas souhaité
commenter ces chiffres.

Passe-passe fiscal

La loi permet pourtant aux
supermarchés de défiscaliser
ces dons. Ces commerces sont
donc payés pour que d'autres
mettent à la poubelle des den-
rées dont ils ne savent plus
quoi faire... L'Ademe alerte :
ce tour de passe-passe fiscal
représente, selon elle, 65 mil-
lions d'euros de manque à ga-
gner pour l'Etat.

Pire, la gestion de ces dé-
chets supplémentaires est en-
suite à la charge des collectivi-
tés : 10 millions d'euros de
dépenses en plus. Sans com-
pter les efforts inutiles des bé-
névoles français : onze millions
d'heures de bénévolat sont né-
cessaires pour collecter, trier
et jeter les aliments avariés
des supermarchés.

La situation est bien connue
du ministère de la Transition
écologique et de celui des So-
lidarités, qui reconnaissent
« un déficit de contrôles opérés
par l'Etat ». « Un travail est en
cours pour optimiser le
contrôle de la qualité des dons
aux associations », assurent-
ils. La Direction générale de

la concurrence, de la co-
mation et de la répressi-
fraudes, censée faire la
annonce « un nouveau p-
contrôle pour 2024 ». Les
temps. Depuis 2021,
passé 345 établisse-
en revue. Bilan ? Soit
six avertissements, de
jonctions de mise en c-
mité et cinq procès-ve-
pénaux. C'est peu, alo-
les besoins en aide alime-
ne cessent de croître.

Le ministre

« **C**E N'EST PA-
nable, je le di-
mutuelles. » Si Aurélien
seau s'est ému de la fl-
prévisible des tarifs de
plémentaires santé en-
qui devrait excéder larg-
le taux de l'inflation, il e-
ficile de croire à sa sin-
dans la mesure où les
desdites complémen-
sont fonction des dépen-
santé qu'a décidé d'au-
ter le ministre... de la S-

Ainsi, en 2024, les co-
mentaires vont payer
des dépenses dent
contre 30 % auparavant
500 millions d'euros si
mentaires à verser aux

Président Jarre subventionné par sa commission

... savez pas quoi
él ? Jean-Michel
pose d'assister,
e, à « Versailles
ncert-spectacle
ffé d'un « casque
e », le musicien
oduir à la fois
el » (devant un
i sein de la ga-
s du château de
uns le métavers,
atar, « avec un
connecté en VR
ité virtuelle) ou
smartphones ».

... er cette « perfor-
e », Jarre a pu
un apport bien
euros, issu du
la création im-

mersive du Centre national du
cinéma (CNC). Heureux ha-
sard : doté de 3,6 millions d'eu-
ros par an et censé « soutenir
des œuvres audiovisuelles in-
novantes fondées sur une dé-
marche de création immer-
sive », ce fonds est justement
présidé depuis sa naissance,
en septembre 2022, par... un
certain Jarre Jean-Michel.

Y aurait-il un léger mélange
des genres ? Que nenni, ré-
torque le CNC au « Canard » :
« Conformément aux disposi-
tions habituelles applicables
dans le cas où un membre
d'une commission est égale-
ment associé à un projet qui
sollicite une subvention, Jean-
Michel Jarre n'était pas du tout
présent à la commission le jour

de l'examen de son dossier. »
Même pas dans les métavers ?

C'est la deuxième fois que
l'heureux homme voit l'un
de ses projets soutenu finan-
cièrement par le fonds qu'il
préside. Avant « Versailles
400 », sa production « The Eye
and I » avait déjà bénéficié
d'un coup de pouce de
100 000 euros. « Jean-Michel
Jarre n'avait pas siégé le jour
de la commission qui a statué
pour cette aide », précise, là en-
core, le CNC. Avec toutes ses
subventions, il y a encore des
jours où Jarre siège ?

C. B.

LE PÈRE NOËL EN CHARENTE-MARITIME



La Cour de cassation

LA COUR DE CASSATION
a violé l'article 6-1 de la
Convention européenne des
droits de l'homme qui garantit
à tout justiciable le droit à « un
procès équitable par un tribu-
nal indépendant et impar-
tial » : telle est la teneur de

de la cour d'appel de Versailles
favorable aux syndicats de la
filiale française du groupe néer-
landais Wolters Kluwer, pro-
priétaire des éditions juridi-
ques Lamy et du groupe de
presse Liaisons sociales. La
maison mère néerlandaise

des journées de formation
turées plus de 1 000 eu-
des DRH, des avocats e
représentants du perso-
Fâcheux.

Dans l'après-midi, le
mier président de la Cour
cassation publie un comm

VIÈME PROVOCATION DE PYONGYANG AVEC UN NOUVEAU TIR DE MISSILE



... T QU'UN
D'ESSAI